

# ANTHROPEN

Le dictionnaire francophone d'anthropologie ancré dans le contemporain

## NÉOLIBÉRALISME

Lamoureux, Diane  
Université Laval, Canada

Date de publication : 2020-12-19

DOI: <https://doi.org/10.47854/JEGT3438>

[Voir d'autres entrées dans le dictionnaire](#)

Le néolibéralisme reste la pensée dominante de notre temps et organise chacun des aspects de nos vies depuis quelques décennies. Il nous semble important d'en saisir les origines intellectuelles, les cheminements, les principaux effets politiques et sociaux, ainsi que la conception de l'être humain qu'il met de l'avant.

### *Origines intellectuelles*

L'idée de la nécessité d'une refondation du libéralisme est apparue clairement dans les années 1930, alors que celui-ci était remis en cause par la collectivisation en URSS d'une part, et par la montée des régimes autoritaires ou fascistes dans une bonne partie de l'Europe, d'autre part. Si certains intellectuels veulent s'y atteler dès la fin des années 1930, ce n'est qu'après la Deuxième Guerre mondiale qu'une stratégie libérale de reconquête du pouvoir se met véritablement en place.

L'idée d'un *think tank* international du libéralisme prend forme à la suite d'un colloque organisé en 1947 par Hayek près de Vevey en Suisse. C'est là que naîtra la Société du Mont-Pèlerin, qui se donne pour objectif de répandre les « vraies » idées libérales, fortement malmenées, selon les organisateurs, par l'État providence. Pour Hayek, animé par l'esprit de croisade, il s'agit de développer une stratégie permettant un retour à l'hégémonie libérale. Il estime qu'il faut s'engager dans un combat à long terme pour restaurer les idées libérales malmenées depuis le début du XXe siècle. Cela nécessite de dépasser les séparations disciplinaires, de rassembler les libéraux et de mener pas-à-pas la lutte idéologique contre le « socialisme ». C'est cette tâche qu'il confie à la société du Mont-Pèlerin et aux divers *think tanks* libéraux auxquels il participe entre les années 1940 et 1970.

Il est important de regarder plus en profondeur les idées développées par son principal animateur car elles portent en germe ce qui oriente désormais les décideurs économiques et politiques.

Dans son parcours intellectuel, Hayek avait été fortement influencé durant ses études à Vienne par les idées de von Mises, fondateur de l'école marginaliste en économie. Au fil des ans, Hayek sera amené à développer une conception du social entièrement fondée sur l'individu. Pour lui, il n'y a pas d'objectifs communs dans une société, mais seulement des intérêts qui peuvent éventuellement s'harmoniser dans une sorte de catallaxie. Le progrès social est déterminé par un éthos du mérite individuel et du succès personnel. Enfin, la société est non hiérarchique et décentralisée. Hayek se fera surtout connaître pour la critique virulente qu'il adresse au socialisme (terme qui pour lui embrasse toutes les doctrines politiques qui préconisent la prévalence de la collectivité sur l'individu).

La réflexion politique et sociale de Hayek repose sur une certaine conception de la nature humaine: contrairement à la pensée des Lumières qui perçoit dans les capacités organisatrices de la raison humaine la promesse d'une maîtrise de l'humanité sur sa propre destinée, Hayek affiche une conception beaucoup plus proche de celle des conservateurs sur les limites de la raison humaine. S'inspirant des idées darwiniennes, il soutient que l'humanité apprend de ses erreurs et que le rationalisme, loin d'être constructiviste, est plutôt évolutif, à savoir qu'il procède par essais et erreurs. Cette perception des limites de la raison humaine nourrit sa méfiance vis-à-vis des courants socialistes qui se fondent tous sur un rationalisme constructiviste. De plus, ses idées politiques et économiques sont basées sur une conception de l'être humain comme être entrepreneurial. Avec le néolibéralisme, on assiste au passage de l'homme productif et calculateur du libéralisme classique à l'homme compétitif.

Hayek insiste sur l'ordre spontané du marché. À l'encontre du constructivisme social, d'une part, et du naturalisme du marché, de l'autre, il insiste sur le fait que le marché représente un ordre spontané, ou catallaxie; il relève de l'action humaine, mais pas de la volonté humaine. Cette notion repose sur l'idée qu'il faut distinguer deux types de rationalisme: le premier postule que toutes les institutions humaines sont les produits de la raison consciente; le second repose sur les limites de la raison humaine, limites qui dépendent du fait que les êtres humains ne disposent pas de l'ensemble de l'information nécessaire à la prise d'une décision entièrement éclairée. Il en découle que les règles de justice dépendent plutôt de l'expérience pratique de l'espèce humaine, du résultat imprévu d'un processus incrémental, ce qui en cela rapproche Hayek des idées de Burke.

Le marché devient ainsi l'institution la plus précieuse d'une société libre. D'abord, il constitue une extraordinaire procédure de découverte. Dans une société où la masse des informations nécessaires à l'accomplissement des projets individuels est nécessairement dispersée, le marché pourvoit en connaissances immédiatement opérationnelles les innombrables acteurs de la sphère économique. Ensuite, il permet aux individus de coopérer sur un mode totalement impersonnel sans les assujettir à une instance externe de caractère coercitif. Enfin, il est totalement étranger à toute

idée de justice. Ceci le conduit à stigmatiser toutes les interventions de l'État dans les domaines économique et social et à définir les institutions politiques d'une société libérale. Toute immixtion de l'État dans la sphère des activités individuelles représente donc une inadmissible atteinte aux droits individuels. En même temps, elle perturbe les mécanismes excellents du marché.

Sur le plan politique, il affirme d'abord les vertus de la démocratie sur le mode d'un analogon au marché, puisqu'elle permet de destituer pacifiquement les dirigeants politiques et d'organiser l'alternance des équipes gouvernementales, tout en reposant sur des principes de généralité, de certitude et d'égalité. Toutefois, il assimile le parlementarisme à une corruption de la démocratie puisqu'à la légitimité de la Loi se substituent les intérêts particuliers. En même temps, il demeure extrêmement sceptique face aux développements de la démocratie qui lui semble lourde de totalitarisme, car celle-ci lui paraît être le summum du pouvoir illimité qui se réclame de la volonté majoritaire pour passer outre aux libertés fondamentales des individus. Elle est dominée par les intérêts particuliers (puisque'il n'existe pas d'intérêt général ou public).

Pour casser cette démocratie de marchandage, Hayek préconise une version radicale des idées de Montesquieu sur la séparation des pouvoirs et propose une séparation entre deux assemblées: une assemblée gouvernementale, assez conforme aux parlements actuels et élue au suffrage universel pour une durée relativement brève; et une assemblée législative qui a pour tâche de transcrire les règles de juste conduite en un corps de lois abstraites et générales que l'autre assemblée opérationnaliserait; cette deuxième assemblée serait élue pour un temps relativement long et ressemblerait au Sénat romain. Les différends possibles entre ces deux assemblées seraient réglés par une cour constitutionnelle.

### *Une prudente mise en place*

Si les idées développées par Hayek et la Société du Mont-Pèlerin se font lentement une place dans les milieux intellectuels anglo-saxons avec l'hégémonie croissante de l'école de la nouvelle gestion publique qui intervient au croisement de la science économique et de la science politique, c'est avec le coup d'État de Pinochet au Chili qu'elle aura l'occasion de monter un premier laboratoire à l'échelle de toute une société.

En effet, le coup d'État de Pinochet au Chili en 1973 permet l'application des principes néolibéraux à l'initiative des Chicago Boys (Milton Friedman et Gary Becker). C'est le début de la lutte contre les déficits, de la remise en cause des programmes sociaux, de la réduction des droits du travail et de la méfiance envers le syndicalisme, de la privatisation et de la dérèglementation, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

La victoire électorale de Margaret Thatcher, proche de l'Institute of Economic Affairs en Grande-Bretagne, en 1979, et de Ronald Reagan, proche de la Heritage Foundation, aux États-Unis en 1980, feront remonter le néolibéralisme du Sud au Nord et lui permettront de dépasser le stade des programmes d'ajustement structurel pour laisser libre cours à la mondialisation du capital et à la financiarisation de l'économie.

Cela allait créer un terrain favorable à l'imposition de programmes d'ajustement structurel à toutes une série de pays du Sud, souvent en profitant de l'existence de dictatures militaires ou de gouvernements autoritaires dans ces pays. Sur le plan international, les modes de régulation mis en place après la Deuxième Guerre mondiale allaient céder le pas à une dérèglementation progressive du commerce international et à une indépendance des banques centrales par rapport aux gouvernements nationaux, ce qui allait accélérer le mouvement de mondialisation de l'économie.

En parallèle, on voit se développer l'influence croissante de l'école du Public Choice et l'hégémonie des principes de la nouvelle gestion publique dans le domaine de l'administration étatique. Comme d'autres *think tanks* de droite, ces courants intellectuels réussissent à influencer profondément l'action étatique. Le postulat de base du Public Choice est le suivant: chacun est mû par une volonté de maximisation de ses intérêts, et les fonctionnaires n'échappent pas à cette logique.

À cet égard, l'intérêt des bureaucrates, c'est l'augmentation des crédits de leur service, l'augmentation du nombre de leurs subordonnés et le fait de grimper dans la hiérarchie. C'est ce qui explique l'expansion phénoménale de l'appareil d'État à l'ère de l'État providence. Pour les tenants du Public Choice, la solution est double: d'une part, il faut mettre les «bureaux» en concurrence en cassant le monopole des services publics, soit par la mise en place d'agences, soit par l'établissement d'une concurrence privée; d'autre part, il faut développer des procédures de limitation de l'action publique: obligation de respecter l'équilibre budgétaire, de diminuer les impôts et de réduire la dette.

De telles idées ont été relayées et amplifiées par le mouvement de la nouvelle gestion publique dont les maîtres mots sont concurrence, *downsizing* (réduction des effectifs), *outsourcing*, audit, régulation par des agences spécialisées, individualisation de la rémunération (d'où le discours antisyndical), flexibilité du personnel, indicateurs de performance et *benchmarking*. De plus, il s'agit de rendre responsable chaque «unité de production» en lui fixant des objectifs à atteindre, et en les évaluant et les sanctionnant au besoin.

### *Les transformations du rôle de l'État*

Une première conséquence de la mise en place du néolibéralisme sur le plan politique est la transformation du gouvernement en gouvernance. La notion de gouvernance est d'abord apparue avec les programmes d'ajustement structurel imposés à certains pays du sud par les organismes financiers internationaux dans la période où l'aide publique au développement a été remplacée par l'aide privée. La bonne gouvernance était dans ce contexte associée au respect des normes juridiques de la propriété et du marché et de «bonnes pratiques» économiques. À travers ces PAS, le principe de souveraineté sous-jacent à l'État moderne était remplacé par celui de pilotage de l'action publique par la Banque mondiale, le FMI, les organismes d'expertise et les agences de notation économique. Le phénomène de mondialisation a accentué et généralisé ce phénomène à l'ensemble des pays de la planète.

Ceci a pour résultat que les normes internationales ne résultent plus uniquement des décisions des États mais deviennent de plus en plus souvent le produit d'un entrelacs d'organismes privés et publics. De plus, les normes d'autorégulation des acteurs ont tendance à remplacer les lois. Ceci revêt cinq conséquences majeures: la limitation de la discussion publique; l'opacité du processus décisionnel; la transformation du service public; le développement de mécanismes de concertation détachés des rapports sociaux; une transformation des politiques sociales.

La limitation de la discussion publique se fait sentir dans le fait que celle-ci ne s'attarde plus aux finalités, mais tend à se concentrer sur les moyens. L'opacité du processus décisionnel est liée au fait que les parlements sont de moins en moins le lieu d'élaboration de la norme sociale. Il appartient de plus en plus aux gouvernements de formuler les politiques. Le service public a été profondément transformé. D'abord, il ne relève plus de la logique de soustraire au marché ce qui relève de la création de la cohésion sociale, dont la manifestation la plus incongrue est certainement le phénomène de sous-traitance des guerres. Ensuite, les services sont conçus sous la forme de biens que le consommateur/citoyen doit pouvoir «choisir» comme n'importe quel autre bien. Ceci a pour conséquence que l'action publique devient un soutien logistique et infrastructurel à des oligopoles. Les mécanismes de concertation qui sont associés à cette gouvernance ne reposent plus sur les forces sociales et les acteurs sociaux organisés, mais sur des individus atomisés. C'est ce qui explique le discours antisyndical, mais aussi le dénigrement des acteurs sociaux organisés. Quant aux politiques sociales, elles ont vu leur mission se transformer. Alors que l'éducation visait non seulement à former à un métier mais aussi à former le citoyen démocratique capable d'autonomie et de réflexion, elle a désormais pour principale fin l'employabilité. La santé est de plus en plus un processus de «réparation» en vue de la productivité, et ainsi de suite. Bref, il ne s'agit plus d'avoir des citoyens, mais des travailleurs.

Une deuxième conséquence, c'est le développement d'un État entrepreneurial. Malgré la crise financière de 2009, les échecs de l'État sont considérés comme plus dommageables et sont jugés plus sévèrement que ceux du marché, selon le postulat que «le privé fait toujours mieux». Il faut donc mettre un frein à la croissance des dépenses publiques ou à tout le moins les réorienter. Il faut aussi transformer la fonction publique en agences diverses exposées à la concurrence nationale et internationale et dépendant de leur capacité à séduire les «consommateurs» ou à satisfaire leurs clients; d'où le discours de la clientèle dans l'éducation, la santé ou les services sociaux.

Il en découle une perte d'autonomie des professionnels dans la fonction publique et une manie de l'évaluation pour mesurer la «performance» des prestataires de services, ce qui s'accompagne de la prolifération de la technocratie experte. Ceci conduit également à une certaine normalisation et à une réduction du travail au commensurable, ce qui l'abstrait de sa substance (le rapport aux personnes) pour le caler derrière le chiffre. Le tout se déroule selon une logique benthamienne d'intériorisation de la norme et d'une autosurveillance constante, ce qui a des répercussions sur le fonctionnement des personnes également dans d'autres domaines de leur existence.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que l'on aboutisse non pas à une décentralisation, mais plutôt à une centralisation bureaucratique induite par l'évaluation (normes et standards nationaux et internationaux, classement des universités, tourisme de la santé, palmarès des hôpitaux par rapport au taux d'engorgement des urgences, etc.). Ceci entraîne de surcroît une déréalisation des activités, des «fabriques» de résultat et une généralisation de la méfiance qui rend difficile la création de solidarités.

### *Un nouveau sujet néolibéral*

Avec le néolibéralisme, on assiste au passage de l'homme productif et calculateur du libéralisme classique à l'homme compétitif; on assiste également à la perte de la disjonction libérale entre l'homme et le citoyen au profit d'une certaine unification, parce que le travail et la métaphore économique tendent à envahir l'ensemble des champs de l'existence humaine (plans de vie qui se calquent sur les plans de carrière). Il s'ensuit une dynamique de responsabilité individuelle et d'autocontrôle, ce qui rejoint l'intériorisation de la norme.

L'entreprise de soi entraîne également un dépassement de la contradiction entre les valeurs ascétiques du travail et les valeurs hédonistes de la consommation au profit d'un consumérisme productiviste. Il y a également un phénomène de banalisation du risque et de généralisation de la peur et de la méfiance, et l'adoption du modèle du salarié «zéro défaut». Le sujet néolibéral doit être actif pour augmenter son capital humain par des choix de vie éclairés, déterminés par un calcul des coûts et des avantages.

Cela a pour première conséquence une individualisation des trajectoires alors que l'État providence prenait en compte les risques sociaux. Les rapports sociaux disparaissent au profit d'une interprétation naturaliste des destinées individuelles. Les choix de consommateurs éclairés s'imposent dès la petite enfance: choisir une bonne école; faire des études dans un domaine approprié; construire un corps performant par le sport; faire des choix professionnels avisés; faire des choix conjugaux appropriés. Il s'ensuit une dynamique de responsabilité individuelle et d'autocontrôle, ce qui rejoint l'intériorisation de la norme. Il y a donc une analogie parfaite entre sport, sexualité et travail qui sont placés sous le signe de la performance.

Il y a donc une injonction au dépassement de soi qui perdure dans le temps, un peu sur le modèle de l'accumulation infinie du capital et une stimulation des pulsions mises au service de la compétition, ce qui rend difficile les liens sociaux stables (on leur préfère les liens utilitaires) et tend à miner les solidarités.

Bref, le sujet anthropologique du néolibéralisme est tout entier marqué du sceau de la performance et d'une certaine forme d'autosuffisance. Cela remet en cause les liens sociaux qui ont été usuellement basés sur la vulnérabilité et la complémentarité. À cet égard, on peut parler d'une certaine mutation anthropologique, quoique chaque crise, de nature environnementale, économique ou sanitaire, montre la fragilité d'une telle construction sociale.

## Références

Audier, S. (2012) *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*. Paris, Grasset.

Brown, W. (2007), *Les habits neufs de la politique mondiale*. Paris, Les prairies ordinaires.

Burke, E. (1989), *Réflexions sur la révolution de France*. Paris, Hachette.

Dardot, P. et C. Laval (2009), *La nouvelle raison du monde*. Paris, La Découverte.

Dostaler, G. (2001), *Le libéralisme de Hayek*. Paris, La Découverte.

Hayek, F. (2007), *Essais de philosophie, de science politique et d'économie*. Paris, Les Belles Lettres.

Lazaretto, M. (2019), *Le capital déteste tout le monde*. Paris, Amsterdam.